

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DRAGAGES GARONNAIS

27 avenue St Jean
31800 Valentine

Références : 0595_241022
Code AIOT : 0006807938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement DRAGAGES GARONNAIS implanté Lieu dit Suberlines 31800 Miramont-de-Comminges. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'exploitation de la carrière, la périodicité étant de 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRAGAGES GARONNAIS
- Lieu dit Suberlines 31800 Miramont-de-Comminges
- Code AIOT : 0006807938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la Société DRAGAGES GARONNAIS a un niveau d'activité modéré actuellement, en raison d'une demande relativement faible. Elle ne dispose pas d'installation de traitement, les matériaux extraits étant envoyés vers un autre site de la société pour ce faire. Lors de l'inspection, elle était à l'arrêt notamment du fait que l'engin faisant l'extraction avait fait l'objet d'un acte de vandalisme (vol des équipements de pilotage).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection de la carrière de Miramont-de Comminges, exploitée par la société DRAGAGES GARONNAIS, ne met pas en évidence d'anomalie particulière hors point de contrôle. Si le plan de phasage est respecté, il y aura lieu de réfléchir sur la nécessité de revoir la durée des différentes

phases, voire de la durée de l'autorisation, compte tenu du niveau relativement faible de la production.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Remblayage du site	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 15-3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 14-1	Sans objet
4	Gestion des inertes du site	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés ont mis en évidence la nécessité d'adapter la méthode de suivi de la nappe phréatique. En effet, du fait qu'il n'y a qu'un seul piézomètre en aval hydraulique de la carrière, une éventuelle pollution de la nappe pourrait ne pas être détectée. Ce point nécessite une correction par l'implantation d'un moins un autre piézomètre, à disposer après évaluation des circulations de la nappe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 10
Thème(s) : Autre, Sécurité publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique : [...] <ul style="list-style-type: none">• traitement et nettoyage des roues avant sortie sur lka RD 21,• traitement des accès en béton bitumineux,

<ul style="list-style-type: none"> signalisation de police " stop" pour les véhicules sortant de la carrière.
Constats : Le point d'entrée et sortie de la carrière est muni d'un dispositif de nettoyage des roues des véhicules. La piste interne, sur une longueur d'environ 100m est revêtue par un enrobé bitumineux. Un panneau "stop" a été implanté à la sortie de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 14-1
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : 14-1 Épaisseur et côte minimale d'extraction L'épaisseur maximale d'extraction est de 12 mètres. La côte minimale d'extraction est de 330 à 334 m NGF jusqu'au substratum molassique.
Constats : L'exploitant réalise annuellement un plan topographique de l'installation. Ce dernier mentionne les côtes atteintes au fond du bassin en eau après extraction. La côte minimale prévue par l'arrêté préfectoral (230 m) est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remblayage du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 15-3
Thème(s) : Risques chroniques, Apport de produits extérieurs
Prescription contrôlée : [...] Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Après apport sur le site, ils seront déversés, contrôlés puis poussés dans l'excavation par un boueur ou un chargeur. [...] Les eaux souterraines font l'objet d'un contrôle semestriel en période de hautes et basses eaux. Les paramètres suivants sont contrôlés : <ul style="list-style-type: none"> niveaux piézométriques, pH, hydrocarbures totaux, demande chimique en oxygène (DCO), sulfates, nitrites.

<p>Constats :</p> <p>L'apport d'inerte pour le réaménagement de la carrière est autorisé par l'arrêté préfectoral. Cette opération s'est faite par un unique lot en 2016 et n'est plus mise en œuvre depuis, l'exploitant privilégiant les apports sur un autre site. Il n'est pas prévu de le remettre en œuvre dans un avenir proche.</p> <p>Le suivi de la qualité de la nappe phréatique est réalisé sur les paramètres fixés par l'arrêté préfectoral et ne montre pas d'anomalie.</p> <p>Un seul piézomètre est implanté en aval hydraulique, ce qui ne permet pas de garantir la pertinence de ce suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le suivi aval de la qualité de la nappe phréatique doit être réalisé par au moins 2 piézomètres implantés pour avoir une perception plus large d'un éventuel impact.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Gestion des inertes du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;

-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Un plan de gestion des déchets inertes de la carrière existe, la version actuelle est datée de 2023. Son contenu n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite